

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Automne-2014-du-nucleaire-le-cas-du-Royaume-Uni>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Panorama mondial de la dynamique des énergies renouvelables > **Automne 2014 du nucléaire : le cas du Royaume Uni**

10 juillet 2014

Automne 2014 du nucléaire : le cas du Royaume Uni

En 2013, le Royaume Uni était le pays ayant le niveau le plus élevé en Europe pour le prix de gros de l'électricité : 62 €/MWh, après 76 €/MWh en 2012.

Au moment même, fin 2013, où le prix de gros de l'électricité au cœur de l'Europe descend en dessous de 40 €/MWh, le gouvernement britannique - avec les garanties du gouvernement français ? - s'engage sur des garanties publiques considérables de 112 €/MWh sur 35 ans qu'exige EDF pour un projet de 3,2 GW nucléaires opérationnel au mieux dans dix ans.

De nombreuses incertitudes pèsent sur ce projet de deux réacteurs à Hinkley Point C, dont l'avis de la commission européenne quant au respect du droit de la concurrence. Mais les incertitudes dépassent la question énergétique.

Le 18 septembre 2014, la population écossaise vote pour ou contre son indépendance vis-à-vis du Royaume Uni.

Si c'est oui, le projet du Scottish National Party, au pouvoir actuellement et qui promeut l'indépendance, est une Ecosse adoptant le modèle énergétique norvégien : une gestion des ressources pétrolières de mer du Nord comme une ressource précieuse de devises, à long terme. Et à court terme, une optimisation du potentiel des énergies renouvelables : hydraulique en Norvège, éolien en Ecosse.

L'hypothèse du OUI à l'indépendance écossaise gagne du terrain tous les mois et les sondages mettent le oui et le non au coude à coude début mai 2014 [1].

Si c'est oui, la première décision symbolique d'une Ecosse indépendante sera de fermer la base des sous-marins nucléaires britanniques de Faslane.

Pour les deux réacteurs civils en Angleterre de Hinkley Point C, la conclusion sera claire : La population écossaise ne participera pas, de fait, à leur financement pendant 35 ans. Pire : une Ecosse maximisant son potentiel d'énergies renouvelables pourrait faire ... concurrence aux réacteurs de Hinkley Point C dès leur mise en service.

Le report de la décision définitive d'EDF pour le projet Hinkley Point C à l'automne 2014 reflète de nombreuses incertitudes :

- Justifier des subventions publiques britanniques - et des garanties publiques françaises ? - sur 35 ans de **112 €/MWh** :
- le **double** du prix 2014 régulé en France de l'électricité nucléaire avec de centrales anciennes, 52 /MWh, et
- le **triple** du prix de l'électricité pour les industriels en Europe centrale dès 2014, 38 €/MWh, et ce alors que les énergies solaire PV et éolien terrestre vont continuer à se déployer, en Europe et dans le monde, ce qui infléchira encore l'évolution de leurs coûts à la baisse, en plus des progrès technologiques constants.
- Respect du droit européen de la concurrence et ...
- Une Ecosse indépendante.

L'automne 2014 en Grande Bretagne sera un moment de vérité majeur pour l'avenir de l'énergie nucléaire "civile" en Europe, du strict point de vue économique face à la compétitivité croissante directe du solaire PV et de l'éolien terrestre.

Le cas britannique sera complété par le cas japonais, qui subventionne désormais le solaire PV mais sans sortir officiellement du nucléaire et sans pouvoir vraiment relancer les centrales à l'arrêt, alors que dans le même temps la balance commerciale et la balance des paiements du Japon - ancien champion mondial de l'export - se dégradent inexorablement depuis vingt mois en raison du coût croissant de l'importation [2], facturée en dollars, d'énergies fossiles au Japon pour palier la fermeture des centrales nucléaires. Le cas énergétique japonais sera agité en 2014 en raison de ses implications monétaires.

Pour les centrales à charbon, la compétitivité du solaire PV et de l'éolien terrestre dans un nombre croissant de pays dans le monde les marginalise à moyen terme.

Et à court terme, le cas chinois et une pollution due aux centrales à charbon qui créent un problème sanitaire majeure en Chine, seront décisifs à suivre, d'autant que la Chine a la base industrielle pour installer encore plus massivement du solaire PV et de l'éolien terrestre, de plus en plus près des lieux de consommation. Un changement de paradigme énergétique en Chine en 2014 n'est pas exclu.

L'automne énergétique 2014 sera encore plus chaud que l'année de césure que fut l'année 2013, d'autant qu'auront été publié en juin 2014 le rapport REN21, en juillet 2014 le WNISR, et que seront connus les installations de solaire PV et éolien terrestre dans le monde au premier semestre 2014.

Au même moment, à l'automne 2014, se tiendra la conférence mondiale à New York le 23 septembre 2014, organisée par l'ONU-UNEP- UNFCCC pour mieux lier la compréhension et l'action entre la lutte contre le réchauffement climatique et le déploiement massif des énergies renouvelables dans le monde entier, en particulier dans les pays les plus pauvres, comme s'y est engagé le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, dans son introduction au rapport UNEP d'avril 2014.

Notes

[1]

<https://www.telegraph.co.uk/finance/comment/liamhalligan/10806293/Liam-Halligan-Why-the-prospect-of-scottish-independence-horrifies-me.html>, 03 mai 2014.

[2] <https://www.cnbs.com>, du 22 avril 2014 : Yes the Yen to losing its safe haven status ?